



&



Affil

L'accès aux droits, un enjeu partenarial au service des habitants

Conférence

Le 6 juin 2024



Le Club Habitat Social pour la Ville

Depuis plus de 30 ans, le club Habitat Social pour la Ville réunit un réseau professionnel qui pose un regard singulier sur les grandes thématiques de société impliquant les habitants et les territoires, à la convergence des politiques publiques et initiatives des bailleurs sociaux dans le champ de l'action sociale.

Loin de s'adresser au seul métier du développement social et urbain, le club a vocation à réunir en transverse, en fonction des thématiques, les différents métiers du bailleur (proximité, patrimoine, gestion locative, management et gouvernance) et aussi les collectivités et les associations, dans une logique d'écosystème.

Notre singularité, c'est de mettre en réseau les bons acteurs, afin d'adresser ensemble des thématiques complexes, aux impacts sociaux et sociétaux multiples.

Pour l'année 2024, alors que les défis économiques et sociaux au sein du parc social sont de plus en plus pressants, nous avons élaboré une programmation qui s'attache à interroger les enjeux prégnants de l'année : accès aux droits, rôle social du bailleur, politique d'attribution à l'heure de la gestion en flux, vieillissement... Alors que ces thématiques peuvent s'appréhender sous différents regards, cette année sera l'occasion de partager les initiatives et expériences déjà initiées et de dresser des pistes avec lesquelles chacun peut repartir.

14

administrateurs

30

adhérents

6

Événements annuels

<https://www.habitat-social-ville.org/>

Nos événements 2024



28
mars

**Viellissement : visite
d'une résidence inclusive**

25
avril

**Politiques d'attribution et équilibre de
peuplement dans les territoires : à l'heure
de la gestion en flux et de la cotation**

Septembre

Présence du Club au congrès HLM

6
juin

**L'accès aux droits, un enjeu à
portée des bailleurs au service
des habitants du parc social**

17 octobre

**Quelles politiques publiques et quel
impact des investissements tranquillité
du bailleur ?**

Novembre

**Les missions sociales du bailleur
: de la logique de coût à la
logique d'investissement social**



Programme de la matinée



9h00

Accueil café

9h30

Accueil, introduction :

Florian Maillebauu, Directeur des politiques sociales, Paris Habitat
Thiphaine Vanlemmens, Déléguée régionale, AFFIL

10h00

Intervention de Ian Brossat, Sénateur de la ville de Paris, membre de la commission Urbanisme - Logement - Grand-Paris - Politique de la Ville

10h15

Panorama du non-recours par Rémi Le Gall, Maître de conférences en économie - université de Lorraine et membre du comité d'évaluation « Territoires zéro non-recours » et **Camille Perez**, Cheffe du pôle régionale Ile-de-France du Défenseur des droits

11h00

Table ronde avec l'intervention de :

- **Stanislas Rousteau**, CNAF, accompagné par **Didier Grosjean**, directeur de la CAF des Yvelines
- **Romane Pouillas**, direction de la prévention et de l'action sociale du département de Seine Saint-Denis et **Arnaud Pujal**, Directeur Général Adjoint aux Solidarités, Ville de Saint Denis
- **Estelle Flageul** Coordinatrice sociale au Centre d'Action Social Protestant et **Alexis Goursolas**, directeur des politiques sociales, RIVP

12h15

Ouverture par **Pierre Gravoin**, chercheur sur les thématiques du non-recours au Secours Catholique et membre du comité d'évaluation « Territoires zéro non-recours »



Intervention de Rémi le Gall,
chercheur à l'université de Lorraine

et Camille Perez,
chef de pôle régional Ile-de-France du
Défenseur des droits

&



Affil

Association Française
pour l'Intégration
des Familiales
et des
Individuels
Légers



Non-recours, un phénomène qui nous engage collectivement

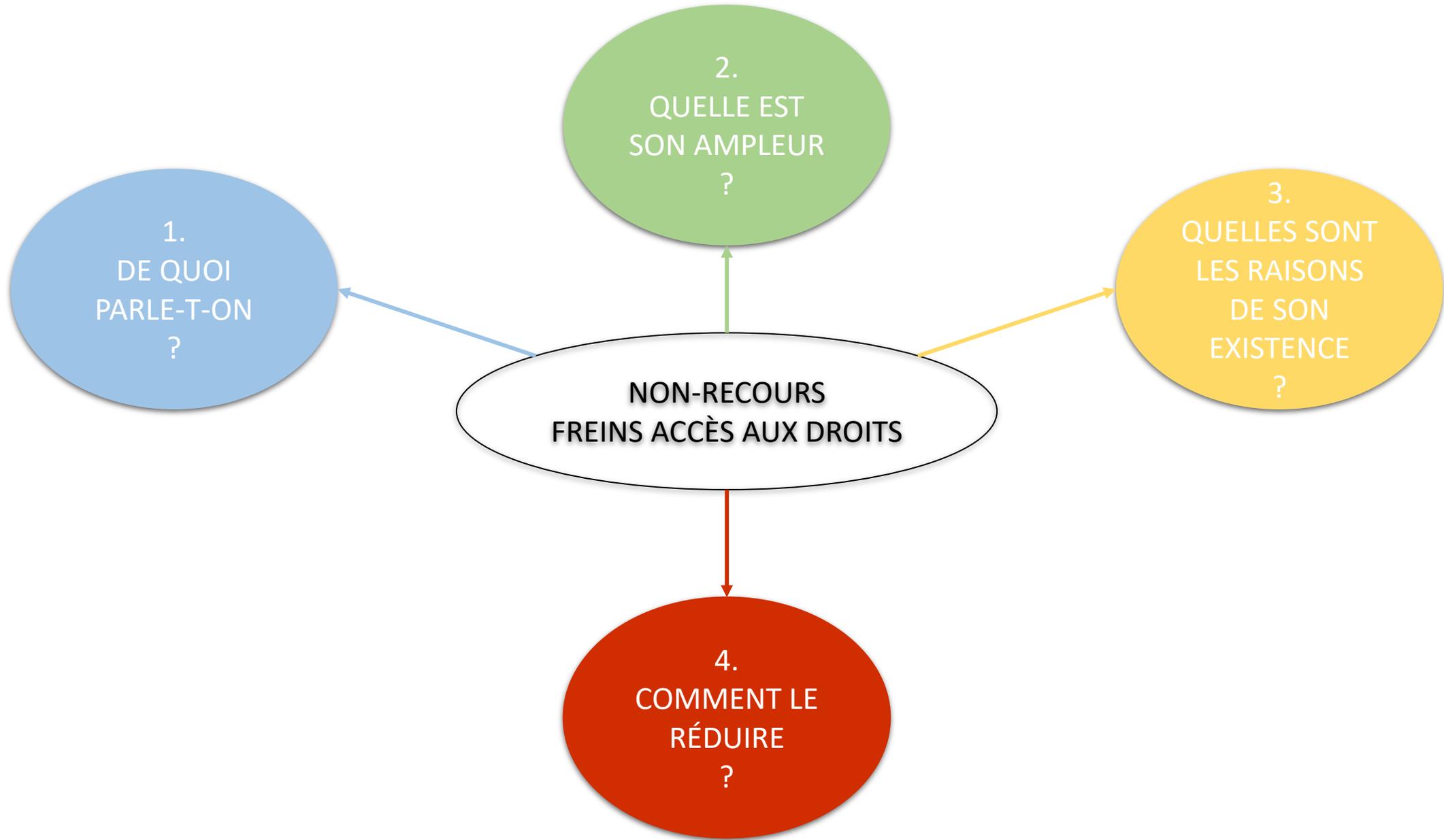
Rémi LE GALL

Économiste, Maître de Conférences (U. Lorraine, TETRAS)

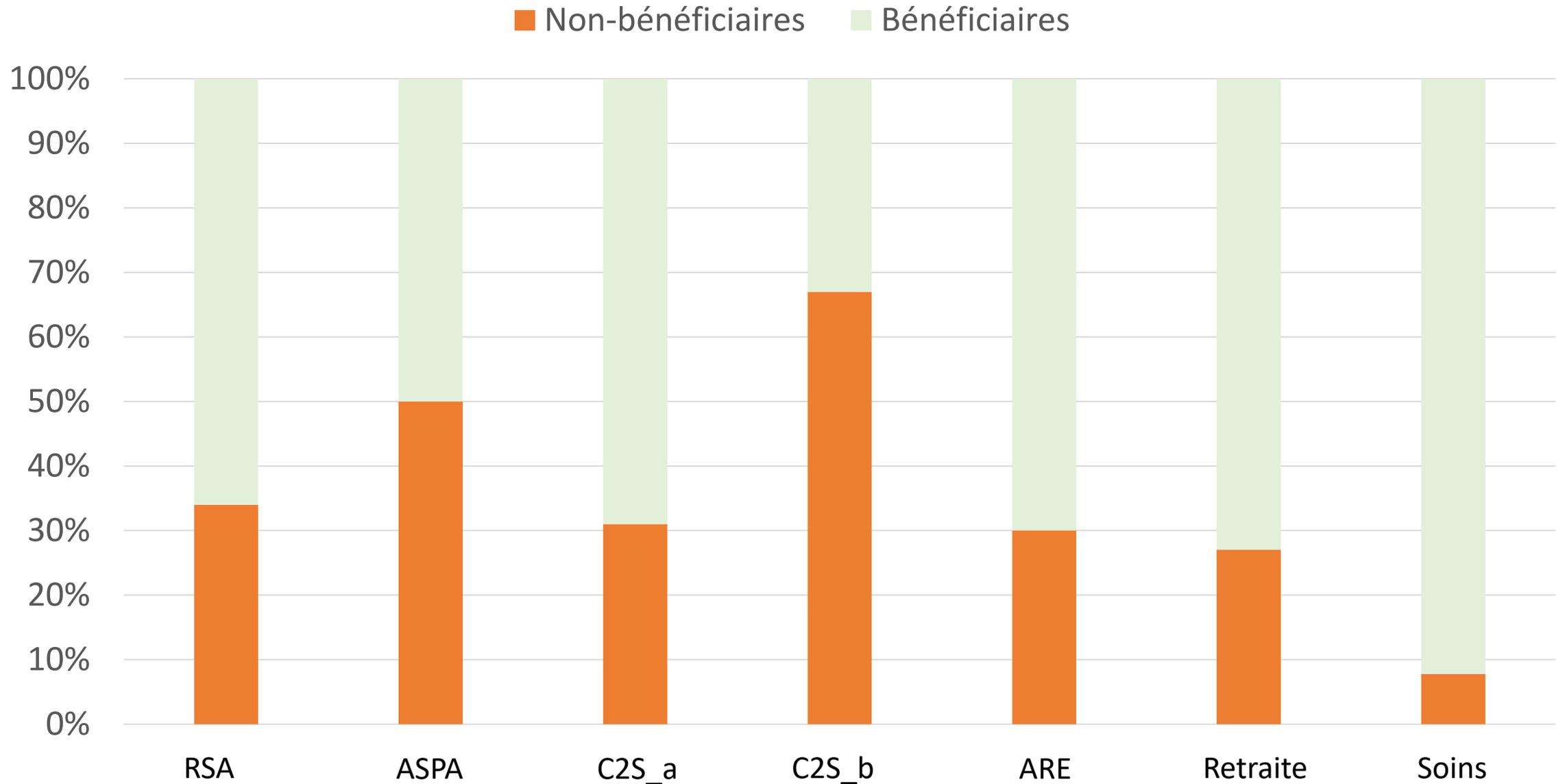
Réseau Habitat social pour la ville

L'accès aux droits, un enjeu partenarial au service des habitants

6 juin 2024



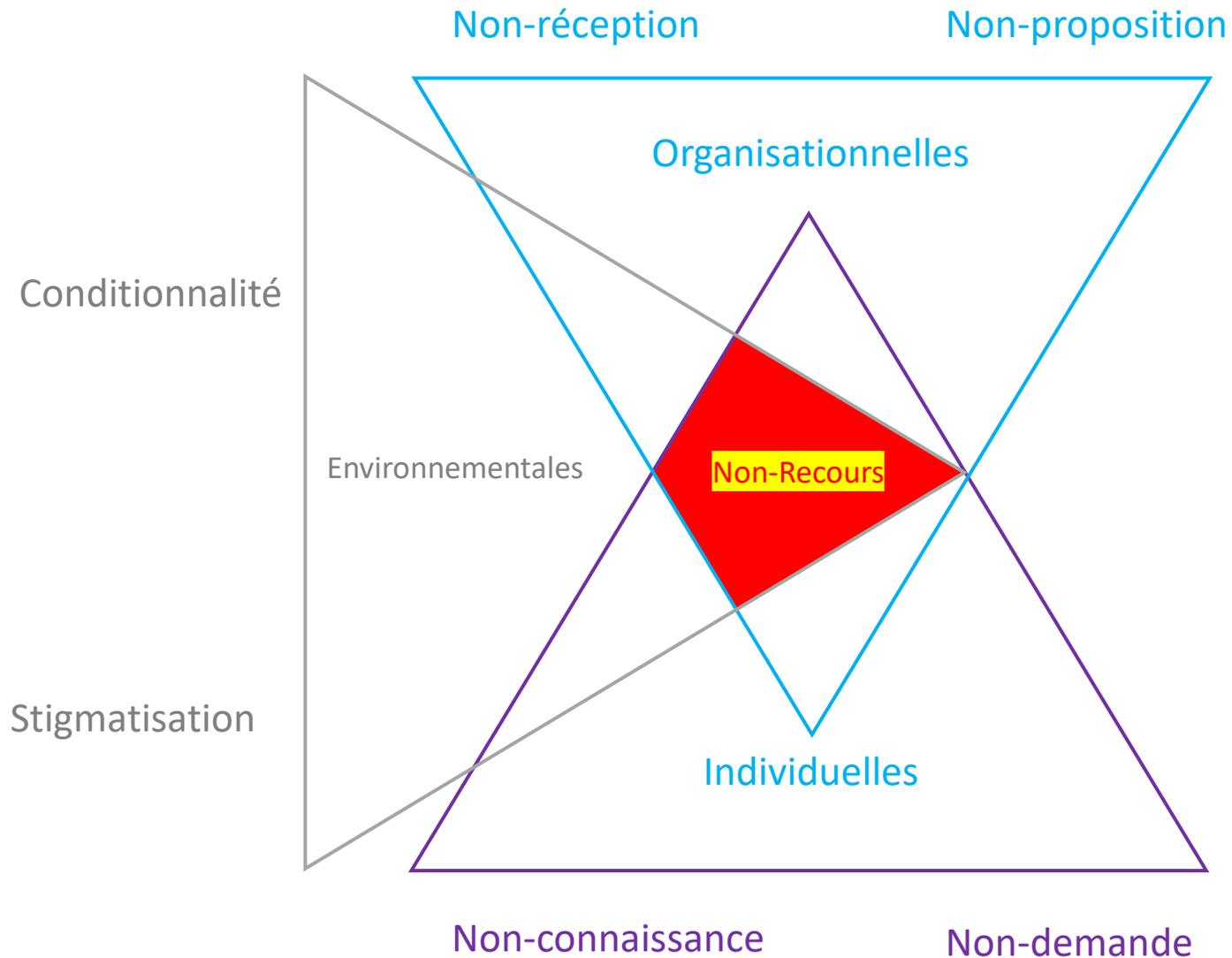
2. QUELLE EST SON AMPLEUR ?



2. QUELLE EST SON AMPLEUR ?

- Coût financier ...
 - **+ 3 milliards d'euros** / ans si tous les éligibles au RSA (seulement) bénéficiaient de leurs allocations
 - C'est sans compter le coût de l'accompagnement social ...

3. QUELLES SONT LES RAISONS DE SON EXISTENCE ?

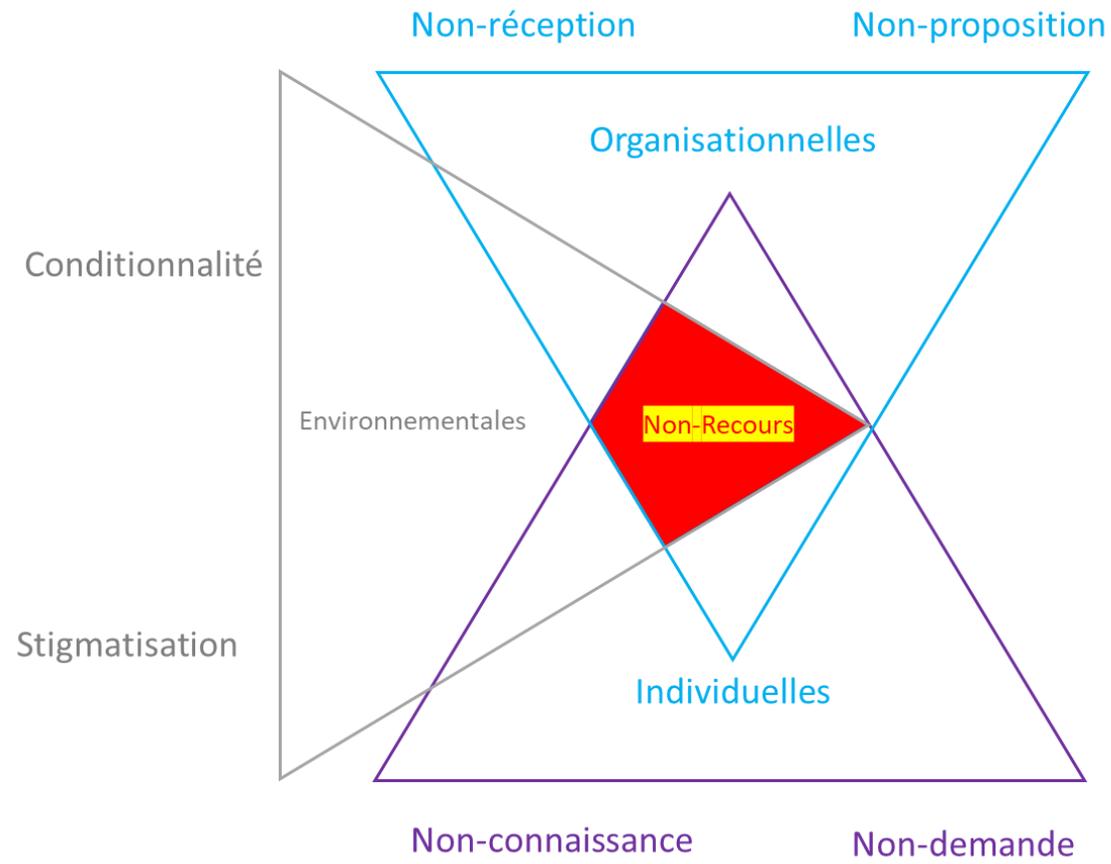


➤ **La triangulation du phénomène (Jansens & Van Mechelen, 2022)**

4. COMMENT LE RÉDUIRE ?

- Porter l'ambition de l'**investissement social**

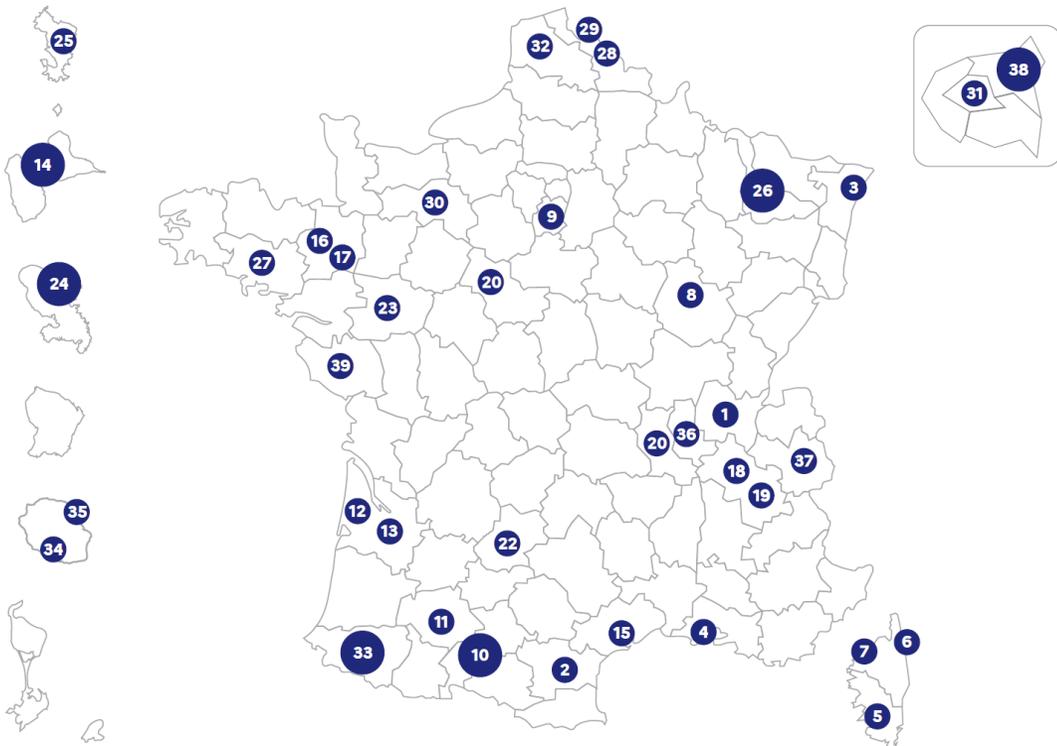
- Donner accès à des droits réduit l'incidence d'autres vulnérabilités (exemple : soins)
- Notion de *coûts évités*



4. COMMENT LE RÉDUIRE ?

➤ Les expérimentations TZNR (2023-2026)

- Les pratiques d'**aller-vers** : changement de paradigme du travail social ?
- L'**inclusion sociale** des publics dans la définition des politiques
- Le rôle des bailleurs sociaux et l'**approche partenariale**



Ain

1 Ville de Bourg-en-Bresse

Aude

2 Communauté de communes Piège Lauragais Malepère

Bas-Rhin

3 Ville de Strasbourg

Bouches-du-Rhône

4 Ville de Marseille

Corse-du-Sud

5 Communauté d'agglomération du pays ajaccien

Haute-Corse

6 Commune de Bastia

7 Communauté de communes de L'Île Rousse Balagne

Côte d'Or

8 Dijon Métropole

Essonne

9 Ville de Grigny

Haute-Garonne

10 Conseil départemental de la Haute-Garonne

Gers

11 Communauté de Communes Astarac Arros en Gascogne

Gironde

12 Conseil départemental de la Gironde

13 Commune de Talence

Guadeloupe

14 Conseil départemental de la Guadeloupe

Hérault

15 Ville de Montpellier

Ille-et-Vilaine

16 Ville de Rennes

17 Redon Agglomération

Isère

18 Commune du Pont de Claix

19 Ville de Grenoble

Loir-et-Cher

20 Communauté d'agglomération de Blois-Agglopolys

Loire

21 Ville de la Ricamarie

Lot

22 Communauté des Communes de la Vallée du Lot et du Vignoble

Maine-et-Loire

23 Commune de Chemillé-en-Anjou

Martinique

24 Collectivité territoriale de Martinique

Mayotte

25 Ville de Acoua

Meurthe-et-Moselle

26 Département de Meurthe-et-Moselle

Morbihan

27 Ville de Vannes

Nord

28 Ville de Lille

29 Ville de Wattrelos

Orne

30 Ville de Flers

Paris

31 Ville de Paris, Direction des Solidarités

Pas-de-Calais

32 Communauté Urbaine Arras

Pyrénées-Atlantiques

33 Département des Pyrénées-Atlantiques

La Réunion

34 Ville de Saint-Louis 974

35 Mairie de Sainte-Rose

Rhône

36 Métropole de Lyon

Savoie

37 Communauté d'agglomération Grand Chambéry

Seine-Saint-Denis

38 Ville de Saint-Denis et Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis

Vendée

39 Communauté de communes du Pays de La Châtaigneraie

Non-recours, un phénomène qui nous engage collectivement

Rémi LE GALL
Économiste, Maître de
Conférences (U. Lorraine, TETRAS)
remi.le-gall@univ-lorraine.fr

Bibliographie indicative

1. De Schutter O. (2022). *The non-take-up of rights in the context of social protection*. UN special report on extreme poverty and human rights.
2. Deville C. (2023). *L'Etat social à distance – Dématérialisation et accès aux droits des classes populaires rurales*. Editions du Croquant.
3. Drees (2022). *Colloque : le non-recours aux prestations sociales en France et en Europe (compte-rendu)* : <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/article-evenements-publications/colloque-le-non-recours-aux-prestations-sociales-en-france-et-en>
4. Hannafi C., Le Gall R., Omalek L., Marc C. (2022). *Mesurer le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats*, Dossiers de la Drees, 92.
5. Janssens, J., & Van Mechelen, N. (2022). *To take or not to take? An overview of the factors contributing to the non-take-up of public provisions*. European Journal of Social Security, 24(2), 95-116. <https://doi.org/10.1177/13882627221106800>
6. Okbani, N. (2013). *Focus – L'influence du territoire et le rôle des institutions dans le non-recours au RSA activité*. Informations sociales, 178, 82-85. <https://doi.org/10.3917/inso.178.0082>
7. Rode, A. (2021). *La lutte contre le non-recours au coeur des ambivalences de l'État social*. Nouvelles pratiques sociales, 32(1), 67–83. <https://doi.org/10.7202/1080870ar>



Table ronde

Avec l'aimable participation de

- Stanislas Rousteau, Responsable adjoint du département insertion et cadre de vie à la CNAF et Didier Grosjean, directeur de la CAF des Yvelines
- Romane Pouillas, direction de la prévention et de l'action sociale du département de Seine Saint-Denis et Arnaud Pujal, Directeur Général Adjoint aux Solidarités, Ville de Saint Denis
- Estelle Flageul, Coordinatrice sociale au Centre d'Action Social Protestant
- Alexis Goursolas, Directeur des politiques sociales à la RIVP

Modérée par Tiphaine Vanlemmens,
déléguée régionale de l'AFFIL



&





Ouverture

Pierre Gravoin,
chercheur au Secours Catholique-Caritas
France sur l'accès aux droits

&



Affil





Merci de votre participation !

&



Affil

Association Française
pour l'Initiative Locative





Président :

Hervé Leservoier

hleservoier@1001vieshabitat.fr

Secrétaire général :

Julia N'DA

julia.nda@habitat-territoires.com

Lidia Pinilla

secretariat@habitat-social-ville.org

Nous contacter :

2 rue Lord Byron – 75008 PARIS

Tél : 07 65 18 92 10

